

III. Analyse juridique de la situation

Ainsi qu'il est exposé dans le rapport de M. Y. Picart (CSP) en date du 25 septembre 2006 (Annexe XI), le classement à migrateur d'un cours d'eau implique le respect des dispositions des articles L 432-6 et L 432-7 du Code de l'Environnement qui instituent une obligation de résultat (art. L 432-6 : « ... *dispositif assurant la circulation des poissons migrateurs...* »).

Ces règles complètent les exigences légales de l'article L214-18 du CE(ex- L-432-5 du même code) (« ... *maintenant dans ce lit un débit minimal **garantissant en permanence** la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux ... Ce débit minimal **ne doit pas être inférieur au 1/10e du module inter-annuel** ... **L'application des dispositions du présent article ne donne lieu à aucune indemnité** ... » ; ces exigences s'appliqueront de plein droit dès le 1^{er} janvier 2014 à l'exploitant.*

Les articles L 432-8 et L 438-7 répriment les manquements à ces dispositions.

De la conjonction des articles L 432-5 (L 214-18) et L 432-6, il résulte que les propriétaires et exploitants d'ouvrages installés dans le lit de cours d'eau classés à migrateur **doivent, à leur frais, assurer en permanence la libre circulation des poissons migrateurs en laissant si nécessaire au cours d'eau une valeur de débit supérieure au minimum prévu par la loi ou à laisser à la rivière tout le débit existant à l'amont de l'ouvrage si celui-ci est inférieur au débit minimum nécessaire pour atteindre l'objectif prévu par la loi**. Un jugement du Tribunal de grande Instance de Quimper en date du 2 juin 1994 rappelle que l'article L 432-5 institue une obligation biologique de résultat. L'article 14 du Cahier des Charges annexé au Décret de concession du 13 mai 1961 prévoit que « *Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne la police des eaux, ... et la libre circulation des poissons, la protection des sites et des paysages* ».

Les articles L 432-5 (L 214-18), L 432-6, L 43-7, L 432-8 du Code de l'Environnement résultent de la loi 84-512 du 29 juin 1984 et, de ce fait, **ils s'imposent au décret du 13 mai 1961 et le complètent du fait du principe établi par le Conseil d'Etat de la prévalence de la Loi sur le Décret et du Décret sur l'Arrêté**.

L'exploitant et le concessionnaire de l'usine du Pont-Rouge sont donc tenus d'assurer en permanence la libre circulation des poissons migrateurs et, pour ce faire, ils peuvent être amenés à prendre pour ces espèces protégées et menacées des dispositions nettement plus favorables que celles prévues par le décret du 13 mai 1961.

IV. Descriptif des solutions proposées

Remarque préliminaire

L'impact du non- respect par l'exploitant des dispositions légales instituant une obligation de résultat en matière de « *débit minimal et de dispositifs assurant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces de poissons migrateurs protégées et menacées qui peuplent l'Aër* »... implique la recherche et la mise en œuvre de solutions techniques permettant de régler dans leur globalité les problèmes migratoires posés, pour atteindre l'objectif prévu par la Loi. Toute solution apportée à l'une seule des 2 problématiques concernant exclusivement la dévalaison ou la montaison ne résoudrait rien .

IV.a. Dévalaison : par espèce concernée, problèmes et solutions proposées

Problèmes constatés (Rapports de Yves Picard, agent technique ONEMA, des 25 septembre 2006, 27 avril 2007, 14 et 20 avril 2009, Annexes XI, XII, XIII et XIV))

- Le décret d'autorisation du 13/05/1961 stipule l'obligation de la mise en place d'une grille de **protection** de la dévalaison des smolts du 15 avril au 31 mai. Il s'est avéré que la dévalaison des smolts (jeunes saumons) débute dès le mois de février et que ces dates doivent être modifiées.